Biden veut créer un Ministère de la Vérité

écrit par Gigobleu | 22 mai 2022

La représentante des États-Unis du Colorado, Lauren Boebert, a pris la tête d'un mouvement qui appelle à cesser de financer et démanteler le Conseil de la gouvernance de la désinformation, à Washington, lors d'une conférence de presse, 11 mai 2022 © Shutterstock/SIPA

La représentante des États-Unis du Colorado, Lauren Boebert, a pris la tête d'un mouvement qui appelle à cesser de financer et démanteler le Conseil de la gouvernance de la désinformation, à Washington, lors d'une conférence de presse, 11 mai 2022 © Shutterstock/SIPA

Comme c'est étrange ! On se souvient que la première obsession de Macron, dès 2017, a été la chasse aux « fake news », à tel point que la Sibête avait commencé un site recensait les « vraies nouvelles » et que la croqueuse de chauffeurs de taxi avait été chargée de fabriquer la fameuse loi Avia, votée par les députés et les sénateurs (ben voyons !) et retoquée in extremis par le Conseil d'Etat ou

constitutionnel, je ne sais plus.

Les esprits démoniaques se rencontreraient-ils ? Je crois davantage aux rencontres et échanges téléphoniques entre tous les tenants de la clique mondialiste afin d'imposer peu à peu leur sur tout le monde occidental.

Christine Tasin

Le nouveau ministère de la Vérité de Biden

Qui défendra le premier amendement de la Constitution américaine ?

Paul Reen

—

18 mai 2022 Causeur

À l'approche des élections de mi-mandat, qui se tiendront aux Etats-Unis en novembre prochain, le président Joe Biden a annoncé la création d'un Conseil de la gouvernance de la désinformation. Au nom de la lutte contre les fake news et les ingérences étrangères, les Républicains, et de nombreux Américains avec eux, y voient un «Ministère de la Vérité».

MISE À JOUR du 19 mai : Après seulement trois semaines, Joe Biden a été contraint de suspendre son ministère de la Vérité pendant 75 jours après des protestations de la part de politiques du Parti républicain qui voient dans le ministère une attaque contre la liberté d'expression. Un examen bipartite du «Conseil de gouvernance de la désinformation» aura lieu pendant cette période, mais la Maison Blanche s'engage à poursuivre son travail. La dirigeante de ce conseil, Nina Jankowicz, a choisi de démissionner et l'administration Biden la défend en tant que victime : « Ces calomnies proférées par des acteurs de droite de mauvaise foi contre un expert profondément qualifié et contre les efforts pour mieux lutter contre le trafic d'êtres humains et le terrorisme intérieur sont dégoûtants », a déclaré le secrétaire de presse adjoint de la Maison Blanche, Andrew Bates. Autrement dit, il s'agit de continuer à propager la désinformation pour salir les Républicains.

L'administration Biden a créé un Conseil de gouvernance de la désinformation (Disinformation Governance Board**) au sein du Département de la sécurité intérieure** (Department of Homeland Security) américain. **Ce conseil déterminera quelles informations diffusées dans les médias, en ligne et sur les médias sociaux sont « vraies » et lesquelles ne le sont pas**. C'est lui, et lui seul, qui sera l'arbitre de la vérité. L**es politiques Républicains et certains indépendants ont qualifié le conseil de « ministère de la Vérité », comme celui qui figure dans *1984* d'Orwell et qui oblige les gens à croire que 2 et 2 font 5 plutôt que 4.** L'idée que le gouvernement puisse nommer un conseil pour contrôler la vérité est tellement dystopique que l'annonce a envoyé des ondes de choc dans tout le pays, sauf chez les Démocrates qui y ont vu un outil nécessaire pour faire taire les Républicains suprémacistes-blancs-menteurs.

Suite à l'esclandre déclenché par l'annonce, le secrétaire du DHS, le Démocrate Alejandro Mayorkas, a tenté de « clarifier » le rôle du Conseil pour limiter les dégâts. Selon lui, il

s'agira d'un conseil « non partisan » qui n'attaquera en aucune façon la liberté d'expression et se concentrera uniquement sur la désinformation liée au contrôle de l'immigration et à d'autres menaces concernant la sécurité nationale. Mais comment croire un secrétaire du DHS qui est lui-même chargé de superviser la plus grande arrivée d'immigrants illégaux de toute l'histoire des États-Unis (plus de 2 millions de personnes en 2021) et refuse même de reconnaître que nous connaissons une crise ?

A lire aussi : Immigration : le baril de poudre américain

En fait, Mayorkas a annoncé la création de ce conseil en avril au cours d'une audience de la Commission sur la sécurité intérieure de la Chambre de représentants. Il l'a fait en répondant à une représentante Démocrate qui lui a demandé ce que faisait son département pour combattre *« la désinformation qu'on a vue lors des élections de 2016 et de 2020 et qu'on verra peut-être lors des élections de mi-mandat de 2022 »*. Selon elle, cette désinformation ciblait spécifiquement *« les personnes de couleur et hispanophones »* et *« constitue une menace sérieuse pour notre sécurité »*. Mais c'est donc en réponse aux préoccupations concernant, non l'immigration mais la *« désinformation »* électorale, que l'annonce du conseil a été faite.

La ministre de la Vérité connaît la désinformation – trop bien

Qui a été choisi pour diriger ce nouveau ministère de la Vérité « non partisan » ? Réponse : Nina Jankowicz qui est considérée comme une *« experte en désinformation russe »*. Elle a une maîtrise en affaires russes, eurasiennes et européennes, et a passé un an à étudier en Russie. Elle a ensuite travaillé à Kiev, dans le cadre de la Fulbright-Clinton Public Policy Fellowship, en conseillant le gouvernement ukrainien sur les stratégies de communication. Elle a même publié un livre intitulé, *How To Lose the Information War: Russia, Fake News, and the Future of*

Conflict (2020). Mais loin d'avoir lutté contre la désinformation, elle l'a propagée. Après l'élection présidentielle de 2016, Jankowicz, de concert avec Hillary Clinton et le Parti Démocrate, a proclamé que Trump n'avait gagné que grâce à l'ingérence russe. Nous savons maintenant que cette théorie du complot, qui a alimenté les médias pendant quatre ans, était fausse : une enquête de deux ans conduite par une commission indépendante l'a prouvé. De plus, à la veille de 2020, Jankowicz a approuvé la censure par la Big Tech de l'histoire de l'ordinateur portable de Hunter Biden révélée par le *New York Post*. Elle a qualifié l'article en question de « *conte de fées* », d'« *opération d'influence russe* » et de « *produit de la campagne Trump* ». Or, nous savons maintenant que cette histoire est vraie. L'ordinateur portable remis au FBI par un propriétaire de magasin est en fait celui de Hunter Biden et montre que Biden fils aurait essayé de profiter commercialement du statut de son père, à l'époque vice-président des Etats-Unis. La diffusion de cette histoire compromettante a été bloquée sur tous les médias sociaux avant les élections. Il est possible que le résultat de l'élection de 2020 ait été différent si cette affaire avait été mieux connue. Des enquêtes du FBI et du Ministère de la Justice sont actuellement en cours.

Jankowicz a également critiqué le premier amendement américain qui garantit la liberté d'expression. Peu de temps après qu'Elon Musk a annoncé son achat de Twitter, elle a confié à la National Public Radio : « *Je frémis à l'idée du résultat pour les communautés marginalisées si plus de plateformes tombaient entre les mains des absolutistes de la liberté d'expression.* » Jankowicz ne s'est jamais excusée et n'a corrigé aucune des désinformations qu'elle a contribué à diffuser. Est-ce vraiment la meilleure personne pour diriger un tel conseil « non partisan » ?

Vers une censure non seulement américaine, mais mondiale

La nouvelle ministre fait aussi l'éloge du nouveau projet de

loi sur la sécurité en ligne du Royaume-Uni qui vise à réglementer encore plus la parole. À la mi-avril 2022, l'Union européenne a approuvé de nouvelles règles visant à contrôler les plateformes. On voit ici combien les mondialistes travaillent ensemble pour faire taire toutes les opinions opposées.

Certes, une certaine réglementation de l'information en ligne est nécessaire, comme les appels à la violence, la pornographie et le trafic d'êtres humains, mais un effort gouvernemental mondial croissant pour réprimer la « désinformation » conduira sans aucun doute à la censure des opinions opposées, surtout celles des conservateurs, et l'application éventuelle de sanctions gouvernementales. Les dirigeants américains et européens poussent à la création d'un nouvel ordre où la liberté d'expression serait éliminée dans une dérive progressive vers un autoritarisme généralisé.

L'administration Biden ne tient pas à ce que son bilan soit connu

Quel est le bilan de Joe Biden après seulement 15 mois à la tête des États-Unis ? Un taux d'inflation record, des prix de l'essence records, une immigration illégale record et des taux de criminalité records. Plutôt que de changer de politique, les Démocrates trouvent plus facile de supprimer la vérité, de propager la désinformation et de censurer l'opposition.

Les entreprises de la Silicon Valley, à qui il s'agit de confier plus de pouvoir, sont les alliés de Biden. Derrière ce dernier se cache – à peine – l'ex-président Obama qui, dans un discours de mai 2022 à Stanford, a parlé du danger de la désinformation pour la démocratie. Il a appelé les entreprises à faire davantage pour mettre fin aux « *fake news* », autrement dit, les opinions de certains conservateurs, et a plaidé pour une intervention et une réglementation

accrues du gouvernement.

L’administration Biden a toujours cultivé la désinformation. Dès le premier jour de sa campagne, Biden a menti sur ce que Trump a dit à Charlottesville, en Virginie : ce dernier n’a jamais qualifié les nazis de « gens très bien ». Toute personne bien informée et honnête sait qu’il faisait référence aux manifestants pacifiques contre le déboulonnement de statues. L’administration Biden a essayé de masquer ses propres échecs politiques : le retrait d’Afghanistan n’aurait pas pu être mieux géré ; la guerre de la Russie contre l’Ukraine est la cause de tous les problèmes économiques aux États-Unis ; l’immigration illégale massive est bonne pour l’Amérique ; la flambée des taux de criminalité est la faute de la rhétorique républicaine raciste. Une majorité d’Américains sait que les problèmes économiques ont été provoqués par les politiques de dépenses incontrôlées de Biden et la guerre contre les combustibles fossiles ; les problèmes de criminalité et d’immigration par la campagne anti-police et l’ouverture des frontières.

Le 12 mai, le président Biden a posté un tweet qui n’a pas été censuré par la plateforme à l’oiseau :

« *Lorsque le président Biden a pris ses fonctions, des millions de personnes étaient au chômage et il n’y avait pas de vaccin disponible. Au cours des 15 derniers mois, l’économie a créé 8,3 millions d’emplois et le taux de chômage s’élève à 3,6 %, la baisse la plus rapide du chômage jamais enregistrée pour un mandat présidentiel* ».

Il prétend à tort qu’il n’y avait pas de vaccins avant sa prise de fonction. La vérité est que c’est sous Trump que les vaccins ont été développés et commercialisés, et tout le monde sait que le chômage a baissé en 2021, car 2020 a vu la

fermeture économique du pays, contraignant un nombre record de personnes au chômage. Biden et les Démocrates continuent de répandre la désinformation selon laquelle l'élection de 2020 aurait été l'élection la plus sûre de l'histoire des États-Unis… Une élection qui a vu un nombre sans précédent de votes par correspondance (67 millions) et des critères très laxistes pour contrôler l'identité de chaque électeur. En France, on sait que voter en personne, avec une pièce d'identité en bonne et due forme, est essentiel pour garantir l'intégrité des élections. Tous les Républicains qui ont tenté de discuter de la possibilité de fraude en 2020 ont été mis sur liste noire pour avoir diffusé cette « théorie du complot » – le « Big Lie », selon les Démocrates. Mais un récent film documentaire de Dinesh D'Souza, intitulé *2000 Mules*, étaye la thèse d'une fraude massive. Biden continue également de prétendre que les manifestants du Capitole du 6 janvier 2021 étaient des « insurgés », et plus récemment que la Cour Suprême interdira bientôt les mariages mixtes et homosexuels, après la fuite concernant l'avortement.

Selon un sondage NBC du mois de mai, la cote de popularité de Biden a plongé à un niveau record (39% d'opinions favorables) et 75% des Américains pensent que le pays se dirige dans la mauvaise direction. Les Démocrates sont confrontés à la forte possibilité d'une victoire républicaine en novembre créant des majorités Républicaines à la Chambre et au Sénat. La création d'un ministère de la Vérité n'est qu'un geste désespéré pour changer le récit. Lorsqu'ils ne peuvent pas défendre leurs échecs, ils se tournent tout simplement vers la censure.

https://www.causeur.fr/le-nouveau-ministere-de-la-verite-de-biden-nina-jankowicz-233835